



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

05 JUIN 2025

**mettant en demeure la société SUEZ
de respecter certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2007,
de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023
réglementant ses installations
AIOT : 0006704380**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, portant autorisation d'exploiter ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des ICPE soumises à autorisation au titre des rubriques 2718 ...
- VU** le rapport de la visite du 19 mars 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 19 mars 2025, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé de plan de défense incendie répondant aux prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 19 mars 2025, il a été constaté que du fait de l'absence de plan de défense incendie, l'exploitant ne peut réaliser un exercice de défense incendie répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, article 6 : **Maîtrise des sinistres** ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 19 mars 2025, il a été constaté que l'exploitant ne tient pas la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation à partir de la différence des bons de pesée établis, que l'état des stocks des déchets stockés n'est pas mis à jour au moins de manière hebdomadaire et que pour les déchets dangereux, l'état des stocks n'est pas mis à jour de manière quotidienne conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 19 mars 2025, il a été constaté que le site est classé à la rubrique 2718 et que l'exploitant ne dispose pas des deux états des matières stockées, permettant de servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel et de répondre aux besoins d'information de la population, conformément à l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 19 mars 2025, il a été constaté que l'exploitant n'a pas réalisé le bilan quadriennal des analyses des eaux souterraines, conformément aux dispositions de l'article 9.5.3.2, de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2007 ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 19 mars 2025, il a été constaté que les aires de chargement et de déchargement des déchets ne sont pas étanches et ne permettent pas la récupération des eaux de ruissellement conformément aux dispositions de l'article 9.2.3 de l'Arrêté Préfectoral du 11 décembre 2007 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

APRÈS communication du rapport des services de l'inspection des installations classées à l'exploitant ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SUEZ, implantée place Henri Levy à Strasbourg est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa société, les prescriptions suivantes :

dans un délai de trois mois

- Arrêté ministériel du 22 décembre 2023, article 5 : Plan de défense contre l'incendie.

L'exploitant réalise, et tient à jour, un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

Le plan de défense contre l'incendie, ainsi que ses mises à jour, sont transmis aux services d'incendie et de secours, et mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte, décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager, avant l'arrivée des services de secours, les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux, et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie, avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et

de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

- Arrêté ministériel du 22 décembre 2023, article 6 : Maîtrise des sinistres.

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne, lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, au plus tard le 1^{er} juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours, pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations, dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.

Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition, et facilement accessible, en cas de nécessité.

Arrêté ministériel du 22 décembre 2023, article 10 : Traçabilité

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent.

En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire, et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique, nominativement, la liste des sites destinataires des déchets.

Arrêté ministériel du 04 octobre 2010, article 50 : « Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

»

« Le présent article » est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement, ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état, sous format synthétique, permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne, lorsqu'il existe.

Les dispositions « du présent article » sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.

Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 9.5.3.2 : bilan de surveillance des eaux souterraines

Dans le mois suivant la mise en place des ouvrages, l'exploitant réalise un contrôle de la qualité des eaux souterraines plus complet ; les paramètres sont soumis à l'approbation du préfet. Ce contrôle, renouvelé tous les 4 ans, est accompagné d'un bilan reprenant l'historique des valeurs mesurées.

dans un délai de six mois :

Arrêté préfectoral du 11 décembre 2007, article 9.2.3 : étanchéité des aires de chargement

Les aires de chargement et de déchargement des déchets sont étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SUEZ ENVIRONNEMENT.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL